

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Publications périodiques

### Comptes annuels

# **BANQUE FIDUCIAL EN ABREGE FIDUBANQUE**

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance  
au capital de 25 000 000 €

Siège Social : 41, rue du Capitaine Guynemer – 92400 COURBEVOIE  
302 077 458 R.C.S. NANTERRE

## **COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2024**

### **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**(Exercice clos le 31 décembre 2024)**

A l'Assemblée générale de la société Banque Fiducial,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque Fiducial relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **■ Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### **■ Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

#### **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 4 de l'annexe des comptes annuels qui expose le traitement du transfert, opéré au cours de l'exercice 2024, de certains titres du portefeuille d'investissement vers le portefeuille de négociation.

#### **Justification des appréciations - Points clés de l'audit**

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

■ Evaluation des dépréciations pour risque de crédit sur les encours de crédits à la clientèle

Risque identifié	Procédure d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés
<p>Comme indiqué dans la note 5.1.3. de l'annexe, votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de pertes résultant de l'incapacité des clients à faire face à leurs engagements financiers. Ces dépréciations sont enregistrées au titre des pertes attendues sur les encours en défaut (encours douteux) ainsi que sur les encours non douteux identifiés comme sensibles ou dégradés.</p> <p>Compte tenu de l'importance du jugement dans le classement des encours par catégorie, d'une part, et dans la détermination des pertes attendues et des délais de recouvrement, d'autre part, nous avons considéré que l'estimation des dépréciations sur les crédits à la clientèle constituait un point clé de l'audit des comptes annuels.</p> <p>Les dépréciations sur les créances de la clientèle sont présentées dans les notes 5.2.2 et 5.2.3. de l'annexe aux comptes annuels et s'élèvent au 31 décembre 2024 à 15,6 M€.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à examiner le dispositif mis en place par la direction pour catégoriser les créances (douteux et non douteux) et évaluer le montant des pertes attendues ou avérées sur ces créances.</p> <p>Nous avons testé les contrôles mis en œuvre par la direction pour l'identification des encours non douteux et douteux et l'évaluation des espoirs de recouvrement et dépréciations. Nous avons pris connaissance des principales conclusions des comités spécialisés en charge du suivi de ces créances.</p> <p>S'agissant des dépréciations sur encours douteux et non douteux, les travaux que nous avons réalisés ont principalement consisté à examiner le dispositif mis en place pour évaluer le montant des dépréciations à comptabiliser. Nous avons en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>► pris connaissance du processus d'évaluation de ces dépréciations ainsi que des procédures de contrôle interne portant sur l'identification des indicateurs de dépréciation ;</li><li>► testé l'efficacité des contrôles clés mis en œuvre par la banque relatifs à ces procédures ;</li><li>► examiné les modalités de mise à jour des valeurs recouvrables ou de réévaluation de la valeur des garanties ;</li><li>► vérifié les calculs de dépréciation sur la base d'un échantillon de dossiers ;</li><li>► réalisé des procédures analytiques de l'évolution des encours et des dépréciations.</li></ul> <p>Nous nous sommes également assurés du caractère approprié des informations présentées dans les notes annexes.</p>

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante :

Comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

■ Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du directoire sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 et L. 22-10-10 du Code de commerce.

## Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

### ■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque Fiducial par l'assemblée générale du 27 juin 2019 pour le cabinet Cailliau Dedout et Associés et par l'assemblée générale du 8 novembre 2017 pour le cabinet Escoffier.

Au 31 décembre 2024, le cabinet Cailliau Dedout et Associés était dans la 6<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet Escoffier dans la 8<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption.

### Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

### Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

#### ■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

► il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

► il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

### ■ Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Lyon et à Paris, le 6 mai 2025

**Cabinet ESCOFFIER**  
Sylvie Castel-Sames  
Associée

**CAILLIAU DEDOUT ET ASSOCIES**  
Laurent Brun  
Associé

## RAPPORT FINANCIER - 31 décembre 2024

### 1. INFORMATIONS GENERALES & FAITS MARQUANTS – EVENEMENTS POST-CLOTURE

#### 1.1 Informations générales et faits marquants de l'exercice

Au cours de l'exercice 2024 Banque Fiducial a poursuivi sa croissance et atteint un PNB de 42 M€ (+21 %).

Les charges générales d'exploitation ont progressé de manière maîtrisée (+3 %).

La Banque a pris la décision de faire évoluer son système d'information d'un modèle On-Premise à un fonctionnement en services managés, transformation qui va s'étaler sur plusieurs exercices. Les charges afférentes à ce projet sont comptabilisées en résultat exceptionnel.

#### 1.2 Evénements significatifs survenus depuis la clôture de l'exercice.

Depuis le 10 février 2025, Banque Fiducial fait l'objet d'une vérification de comptabilité de la part des services des impôts, vérification qui porte sur les exercices 2022 et 2023.

## 2. BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

<b>ACTIF</b> <i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Caisse, Banques Centrales, CCP	232 767	337 486
Effets publics et valeurs assimilées (note 4)	31 315	607
Créances sur les Etablissements de Crédit (note 1)	144 142	140 117
Opérations avec la clientèle (note 2)	78 887	87 547
Obligations et autres titres à revenu fixe (note 4)	244 769	166 031
Actions et autres titres à revenu variable (note 4)		
Immobilisations incorporelles (note 5)	86	2 151
Immobilisations corporelles (note 5)	1 663	1 603
Immobilisations financières (note 5)	873	650
immobilisations en cours (note 5)	0	721
Autres actifs (note 6)	3 644	1 674
Comptes de Régularisation (note 7)	7 645	8 006
<b>Total de l'Actif</b>	<b>745 791</b>	<b>746 592</b>
<b>PASSIF</b> <i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
Dettes envers les établissements de crédit (note 8)	<b>1 721</b>	10 827
Opérations avec la clientèle (note 9)	<b>665 644</b>	664 146
Autres Passifs	<b>3 419</b>	2 749
Comptes de Régularisation (note 7)	<b>13 867</b>	11 433
Provisions pour Risques et Charges	3 035	2 535
Dettes subordonnées (note 10)	10 000	10 000
FRBG (note 11)	850	
Capitaux Propres Hors FRBG (note 12)	47 255	44 902
<i>Capital souscrit</i>	<i>25 000</i>	<i>25 000</i>
<i>Réserves</i>	<i>11 312</i>	<i>11 312</i>
<i>Report à nouveau (+/-)</i>	<i>8 589</i>	<i>6 547</i>
<i>Résultat en instance d'approbation (+/-)</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>Résultat de l'exercice (+/-)</i>	<i>2 354</i>	<i>2 042</i>
<b>Total du Passif</b>	<b>745 791</b>	<b>746 592</b>

## 3. HORS BILAN AU 31 DECEMBRE 2024

<b>HORS BILAN</b> <i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		
Engagements de financement (note 17)	47 377	26 672
Engagements de garantie (note 17)	39 686	33 755
Autres engagements donnés	438	360
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		
Engagements de garantie (note 17)	116 243	214 661

## 4. COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2024

<i>(En milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2024</b>	<b>31/12/2023</b>
+ Intérêts et produits assimilés - (note 18)	27 786	21 456
- Intérêts et charges assimilées - (note 18)	-2 913	-1 830
+ revenus des titres à revenu variable		
+ Commissions (produits) - (note 19)	20 757	16 903
- Commissions (charges) - (note 19)	-2 234	-1 878
+/- Gains ou pertes sur opérations de change	313	197
+/- Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de placement et assimilés	-1 601	
+ Autres produits d'exploitation bancaire et non bancaire - (note 20)	345	102
- Autres charges d'exploitation bancaire et non bancaire - (note 20)	-464	-381
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>41 990</b>	<b>34 570</b>
- Charges générales d'exploitation - (note 21)	-24 535	-23 786
- Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-3 269	-1 776
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>14 186</b>	<b>9 008</b>
+/- Coût du risque - (note 22)	-5 591	-6 197
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>8 595</b>	<b>2 811</b>
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	-11
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>8 595</b>	<b>2 800</b>
+/- Résultat exceptionnel (note 23)	-4 056	
- Réserve Spéciale de participation	-149	-21
- FRBG (Fond pour Risques Bancaires Généraux)	-850	
- Impôt sur les bénéfices - (note 24)	-1 187	-737
<b>RESULTAT NET</b>	<b>2 354</b>	<b>2 042</b>

## 5. ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

### 5.1. PRINCIPES COMPTABLES

Les états financiers sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements de crédit.

La présentation des états financiers est conforme aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) n° 2014-07 du 26 novembre 2014 modifié par le règlement n° 2020-10 du 22 décembre 2020 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Les états financiers de l'exercice n'ont fait l'objet d'aucun changement de méthode.

#### 5.1.1. Fait générateur des produits et des charges

Les opérations sont comptabilisées selon le principe de la séparation des exercices, à l'exception de certains produits et de certaines charges qui sont enregistrés lors de leur paiement, ceci concernant notamment la majeure partie des commissions.

Les agios relatifs aux créances douteuses sont enregistrés au compte de résultat et donnent lieu à la constitution d'une provision intégrale portée en diminution du produit net bancaire.

#### 5.1.2. Intérêts, produits et charges assimilés

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis. Les commissions et coûts liées à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû. Les revenus d'obligations ou des titres de créances négociables sont comptabilisés pour la partie courue dans l'exercice. Il en est de même pour les titres subordonnés à durée indéterminée répondant à la définition d'un instrument de fonds propres prudentiels Tier 1.

#### 5.1.3. Créances et engagements par signature

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont régies par les art. 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) : règlement ANC 2014-07 précité.

Elles sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- les comptes ordinaires,
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale et sont détaillées en note 2.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent soit à des engagements irrévocables de concours en trésorerie, soit à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 précité conduit à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles suivantes. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes contribue à permettre d'apprécier l'existence d'un risque de crédit.

### **Créances restructurées**

Il s'agit des créances détenues sur des contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Elles concernent les créances classées en défaut et les créances saines, au moment de la restructuration, et ont donné lieu à des moratoires (cf. note 3).

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité.

### **Prêts garantis par l'Etat**

Les derniers Prêts Garantis par l'Etat ont été accordés fin juin 2022.

Conformément aux annonces du ministre de l'Economie, des Finances et de la Relance du 14 janvier 2021, les conditions de remboursement sont les suivantes :

- Une première année de franchise
- A l'issue de cette année, le client peut soit rembourser le prêt, soit l'amortir sur une à cinq années supplémentaires, avec la possibilité de prolonger d'un an la franchise en capital sans rallongement de la durée totale du prêt.

Les conditions de rémunération de la garantie sont fixées par l'Etat : la Banque ne conserve qu'une quote-part de la prime de garantie payée par l'emprunteur (dont le montant dépend de la taille de l'entreprise et de la maturité du prêt) rémunérant le risque qu'elle supporte et qui correspond à la portion du prêt non garantie par l'Etat (égal à 10 % du prêt en fonction de la taille de l'entreprise emprunteuse). Cette quote-part de la prime de garantie conservée par la Banque est comptablement assimilée à un produit d'intérêt au terme du crédit.

Ces PGE ont été enregistrés à l'actif du bilan parmi les Opérations avec la clientèle. La quote-part des primes de garantie reçues des emprunteurs et conservée par la Banque en rémunération du risque non couvert par l'Etat est reconnue en résultat, parmi les Intérêts et produits assimilés, au terme du crédit.

Les provisions et dépréciations pour risque de crédit enregistrées au titre des PGE tiennent compte des effets de la garantie de l'Etat

### **Créances douteuses**

Il s'agit des créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins (six mois pour les créances sur des acquéreurs de logements et sur des preneurs de crédit-bail immobilier, neuf mois pour les créances sur les collectivités locales, compte tenu des caractéristiques particulières de ces crédits),
- la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré,
- il existe des procédures contentieuses entre l'établissement et sa contrepartie.

Pour les découverts, l'ancienneté de l'impayé est décomptée dès que le débiteur a dépassé une limite autorisée qui a été portée à sa connaissance par l'établissement, qu'il a été averti que son encours dépasse une limite fixée par l'établissement dans le cadre de son dispositif de contrôle interne ou encore qu'il a tiré des montants sans autorisation de découvert.

Parmi les encours douteux, Banque FIDUCIAL distingue :

- les créances compromises (contentieuses) : créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé ;
- les créances non compromises (litigieuses) : créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise. Il est en revanche arrêté lorsque la créance devient compromise et les intérêts alors comptabilisés sont automatiquement provisionnés à 100 %.

#### **Règlementation du Nouveau Défaut mis en œuvre depuis 2021**

La banque a mis en œuvre la réglementation du nouveau défaut à travers un module informatique (NDOD) dédié qui permet :

- un déclassement en douteux sur les critères quantitatifs d'arriérés de paiement (90j) et de dépassement de seuils
- un déclassement sur les événements négatifs ayant une incidence sur la capacité du client à rembourser ses encours (UNTP).

Le déclassement « UTP » est exercé à dire d'expert à partir des événements de présomption suivants (liste indicative mais non limitative) :

- Impayés de plus de 90 jours inférieurs aux seuils de matérialités absolus et/ou relatifs
- Prononciation de la déchéance du terme
- Fraude au crédit
- Les sources de revenu récurrent d'un emprunteur ne sont plus disponibles pour honorer le paiement des tranches
- Bris de ratio avec waiver
- Défaut croisé
- Réserves des CAC
- Informations externes préoccupantes
- Mise en jeu d'une garantie reçue
- un déclassement en cas de restructuration d'un crédit en faveur d'un débiteur qui éprouve ou risque d'éprouver des difficultés à honorer ses engagements financiers (FORBEARANCE), conformément aux articles 47 ter et 178 du CRR.

#### **Dépréciations au titre du risque de crédit avéré**

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par Banque FIDUCIAL par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations prennent en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

#### **Traitement comptable des dépréciations**

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

#### **Provisions au titre du risque de crédit non affecté individuellement**

Banque FIDUCIAL n'identifie pas de Risque Pays au 31 décembre 2024

#### **Passage en perte**

L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement : Banque FIDUCIAL le détermine avec l'aide de sa Direction des Risques.

### **5.1.4. Portefeuille titres**

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles du règlement ANC 2014-07 précité pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation de titres à revenu fixe :

- 2311-1 à 2391-1 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières)
- 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières)

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, participation) en fonction de l'intention initiale de détention des titres qui a été identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

#### **Les titres de placement**

Ils sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition.

S'agissant des obligations et autres titres à revenu fixe, la différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalé de façon linéaire sur la durée de vie résiduelle du titre.

Une dépréciation est enregistrée dès qu'une moins-value latente est observée entre la valeur de marché à la clôture de l'exercice et la valeur d'acquisition.

Concernant les actions et autres titres à revenu variable, les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable » dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent.

Les revenus des organismes de placements collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêt) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

### **Les titres d'investissement**

Ne sont comptabilisés dans la catégorie 'titres d'investissements' que ceux pour lesquels la Banque Fiducial dispose de la capacité nécessaire pour continuer à les détenir jusqu'à leur échéance.

Ils sont comptabilisés à leur prix d'acquisition.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalé sur la durée de vie résiduelle du titre selon la méthode linéaire.

Il n'est pas constitué de dépréciation sur ces titres si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient.

### **Prix de marché**

Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours de clôture

- si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, on détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant les techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, on utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres, lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

### **Reclassement de titres**

Conformément aux articles 2381-1 à 2381-5 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance

- du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

Banque Fiducial n'a pas opéré de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

## **5.1.5. Immobilisations**

Banque FIDUCIAL applique le règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 pour l'amortissement et la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les durées d'amortissement suivantes ont été retenues par Banque FIDUCIAL :

Agencements	9 à 10 ans
Matériel informatique	3 à 5 ans
Mobilier et autres	5 à 10 ans
Logiciels	1 à 5 ans

La décision prise début 2024 de basculer son core banking system du mode premium vers le mode saas en début d'année 2025, a conduit Banque Fiducial à comptabiliser au 31/12/2024 des provisions pour dépréciation de certains de ses actifs, principalement incorporels.

### 5.1.6. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états financiers par nature (notes 8 et 9).

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

### 5.1.7. Provisions

Banque FIDUCIAL applique le règlement ANC 2014-03 du 5 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Banque FIDUCIAL a identifié l'ensemble de ses obligations (juridiques ou implicites) résultant d'un événement passé dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable.

Au titre de ces obligations, Banque FIDUCIAL a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- les risques sur opérations avec la clientèle,
- les risques généraux,
- les risques d'exécution des engagements par signature,
- les litiges,
- les engagements sociaux : notamment médailles du travail
- les risques fiscaux.

L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Conformément aux dispositions prévues par la IV<sup>ème</sup> directive européenne et le règlement CRBF 90-02 du 23 février 1990 modifié relatifs aux fonds propres, les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

### 5.1.8. Opérations en devises

Les créances, dettes et engagements hors bilan sont convertis au cours de marché en vigueur à la date d'arrêté ou au cours de marché constaté à la date antérieure la plus proche.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

Dans le cadre de la stratégie de placement, la banque a acheté des titres en dollars en 07/2021 qu'elle a couvert par une opération de vente à terme, opération renouvelée en 2024 et qui se dénoue en 07/2025.

### 5.1.9. Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour Banque FIDUCIAL.

### 5.1.10. Charges et produits exceptionnels

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes.

### 5.1.11. Impôt sur les bénéfices (charge fiscale)

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice.

## 5.2. INFORMATIONS SUR LE BILAN

### 5.2.1. Note n° 1 : Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	2024			2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires débiteurs	77 743		77 743	52 440		52 440
Comptes et prêts		65 000	65 000		86 310	86 310
Valeurs non imputées			0			0
<b>Sous-Total</b>	<b>77 743</b>	<b>65 000</b>	<b>142 743</b>	<b>52 440</b>	<b>86 310</b>	<b>138 750</b>
Créances rattachées	1 000	399	1 399	0	1 367	1 367
<b>Total</b>	<b>78 743</b>	<b>65 399</b>	<b>144 142</b>	<b>52 440</b>	<b>87 678</b>	<b>140 117</b>

### 5.2.2. Note n° 2 : Créances sur la clientèle

(En milliers d'euros)	2024			2023		
	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Créances commerciales	29 566		29 566	30 558		30 558
Comptes ordinaires débiteurs	1 789		1 789	2 824		2 824
Autres concours à la clientèle	34 304		34 304	35 853		35 853
Crédits à l'exportation	3 632		3 632	179		179
Prêts personnels	0		0	0		0
Crédits de trésorerie	7 868		7 868	10 701		10 701
Crédits à l'équipement	4 915		4 915	6 235		6 235
Crédits à l'habitat	4 842		4 842	1 504		1 504
Autres crédits à la clientèle	13 048		13 048	17 235		17 235
Valeurs non imputées	1 401		1 401	616		616
Créances rattachées	229		229	182		182
<b>Total des concours à la clientèle</b>	<b>67 289</b>		<b>67 289</b>	<b>70 033</b>	<b>0</b>	<b>70 033</b>
Créances douteuses	27 201	-15 604	11 597	31 637	-14 124	17 513
<b>Total des opérations avec la clientèle</b>	<b>94 490</b>	<b>-15 604</b>	<b>78 887</b>	<b>101 671</b>	<b>-14 124</b>	<b>87 547</b>

  

REPARTITION DES RISQUES	Brut	Provisions	Net	Brut	Provisions	Net
Encours douteux	21 299	-10 900	10 399	24 001	-8 223	15 779
Encours douteux compromis	5 902	-4 704	1 198	7 636	-5 901	1 735
<b>Total des créances douteuses</b>	<b>27 201</b>	<b>-15 604</b>	<b>11 597</b>	<b>31 637</b>	<b>-14 124</b>	<b>17 513</b>

Dans le cadre des aides gouvernementales mises en place lors de la crise sanitaire pour soutenir les entreprises, Banque Fiducial a actuellement 179 PGE (Prêts Garantis par l'Etat) pour un capital restant dû de 12 943 K€ (vs 204 PGE au 31/12/2023 pour un CRD de 19 753 K€).

### 5.2.3. Note n° 3 : Couverture des créances douteuses de la clientèle

(En milliers d'euros)	2024	2023
<b>Concours bruts à la clientèle (sains &amp; douteux)</b>	<b>94 490</b>	<b>119 272</b>
Créances douteuses	27 201	31 637
douteux : dépôts garantie et Autres Sommes Dues plafonnés à l'exposition	-1 249	-1 305
Clients douteux nets	25 952	30 332
Provisions sur créances douteuses	-15 604	-14 124
<b>Clients douteux : risque net</b>	<b>10 348</b>	<b>16 208</b>
Taux de créances douteuses dans les concours clientèle bruts	29 %	27 %
Taux global de couverture des créances douteuses	60 %	47 %
Provision sectorielle clients		

<i>(En milliers d'euros)</i>	2024	2023
<b>PGE</b>	<b>12 869</b>	<b>19 753</b>
Créances saines	11 099	16 724
Créances douteuses	1 770	3 028
Prime rapportée au résultat	1	11
Nombre de PGE	179	204

  

<i>(En milliers d'euros)</i>	2024	2 023
<b>Crédits restructurés</b>	<b>6 179</b>	<b>7 519</b>
Créances saines	61	557,9
Créances douteuses	6 118	6961

#### 5.2.4. Note n° 4 : Portefeuille titres

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024			31/12/2023		
	brut	provisions	net	brut	provisions	net
Titres de placement						
Actions et autres titres à revenu variable						
Obligations et Titres à revenu fixe						
Titres d'investissements						
Effets publics	31 315		31 315	607		607
Autres titres d'investissement - tx fixe	219 796		219 796	149 513		149 513
Autres titres d'investissement - tx variable	20 000		20 000	15 000		15 000
Créances rattachées	4 973		4 973	1 518		1 518
<b>TOTAL</b>	<b>276 084</b>		<b>276 084</b>	<b>166 638</b>		<b>166 638</b>

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2024							31/12/2023
Portefeuille par durée résiduelle	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Titres de placements								
Actions et autres titres à revenu variable								
<b>VALEURS NETTES AU BILAN</b>								
Titres d'investissements								
Effets publics			31 315		31 315		31 315	607
Autres titres d'investissements	10 000	25 000	65 000	139 796	239 796	4 973	244 769	166 031
<b>VALEURS NETTES AU BILAN</b>	<b>10 000</b>	<b>25 000</b>	<b>96 315</b>	<b>139 796</b>	<b>271 111</b>	<b>4 973</b>	<b>276 084</b>	<b>166 638</b>
<b>TOTAL</b>	<b>10 000</b>	<b>25 000</b>	<b>96 315</b>	<b>139 796</b>	<b>271 111</b>	<b>4 973</b>	<b>276 084</b>	<b>166 638</b>

<i>(En milliers d'euros)</i>	Total au 31/12/2023	Acquisit.	Transferts et autres movmmts (1)	Rembst ou cessions	Amort. Primes/ Surcotes	Variation des intérêts courus	Dépréc.	Total au 31/12/2024
<b>Portefeuille - Variations</b>								
Titres de placements								
Actions et autres titres à revenu variable			30 000	-30 000				
<b>VALEURS NETTES AU BILAN</b>			<b>30 000</b>	<b>-30 000</b>				
Titres d'investissements								
Effets publics	607	30 000			708			31 315
Autres titres d'investissements	164 513	135 000	-29 716	-30 000				239 797
Créances rattachées	1 518					3 455		4 973
<b>VALEURS NETTES AU BILAN</b>	<b>166 638</b>	<b>165 000</b>	<b>-29 716</b>	<b>-30 000</b>	<b>708</b>	<b>3 455</b>		<b>276 084</b>
<b>TOTAL</b>	<b>166 638</b>	<b>165 000</b>	<b>284</b>	<b>-60 000</b>	<b>708</b>	<b>3 455</b>		<b>276 084</b>

(1) dont variation en devise

Au cours de l'exercice, la Banque a pris la décision de transférer du portefeuille d'investissement au portefeuille de négociation 4 titres pour un montant de 30 M€, avant de procéder à leur cession.

Cet arbitrage non significatif (représentant au total 10 % du montant des titres d'investissement) a pour but la consolidation de la rentabilité du portefeuille d'investissement. Conformément à l'article 2341-2 du Règlement ANC 2014-07 relatif aux comptes des entités du secteur bancaire, ce montant de cession n'est pas jugé significatif par rapport au montant total des titres d'investissement détenus par l'établissement. Dès lors, les titres d'investissement antérieurement acquis sont maintenus dans la catégorie « titres d'investissement ».

Ceci ne remet pas en cause la stratégie de placement de la liquidité de Banque Fiducial sur des titres obligataires ou à sous-jacent obligataire, avec détention des titres jusqu'à leur échéance afin de bénéficier du remboursement du nominal investi.

La valeur de marché du portefeuille de titres d'investissements au 31/12/2024 est de : 269 266 K€

### 5.2.5. Note n° 5 : Mouvements sur l'actif immobilisé

IMMOBILISATIONS (valeur brute) (En milliers d'euros)	Montant Brut 2023	Acquisit.	Cessions	Autres variations	Montant Brut 2024
Immobilisations Incorporelles	11 406	822		0	12 228
Immobilisations incorporelles en cours	721	0	-721	0	0
Immobilisations Financières	650	223			873
Immobilisations Corporelles	2 579	443	0	0	3 022
Terrains	0		0		0
Constructions	0		0		0
Installations	1 775	0	0	0	1 775
Matériel informatique et mobilier de bureau	804	443	0	0	1 247
Véhicules	0				0
<b>Total Brut</b>	<b>15 356</b>	<b>1 488</b>	<b>-721</b>	<b>0</b>	<b>16 123</b>

L'augmentation des immobilisations financières concerne l'appel de fonds du FGDR (+ 144 K€) et le règlement du prêt à l'Effort Construction (+ 25 K€) et la souscription de parts Swift.

AMORTISSEMENTS et PROVISIONS (En milliers d'euros)	Amort. et provisions 2023	Augment* (1)	Diminutions	Autres variations	Amort. et provisions 2024
Immobilisations Incorporelles	9 255	2 886		0	12 142
Immobilisations Corporelles	977	383	0	0	1 360
Terrains					
Constructions	0	0	0		0
Installations	445	197	0	0	642
Matériel informatique et mobilier de bureau	532	186	0	0	718
Véhicules	0				0
<b>Total Amortissements &amp; provisions</b>	<b>10 232</b>	<b>3 269</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>13 501</b>

(1) Dont 1 223 K€ de dépréciation en lien avec la bascule du core banking system du modèle On-Premise à un fonctionnement en services managés

IMMOBILISATIONS (valeur nette) (En milliers d'euros)	Montant Net 2023	Augment.	Diminutions	Autres variations	Montant net 2024
Immobilisations Incorporelles	2 151	-2 065	0	0	86
Immobilisations Incorporelles en cours	721	0	-721	0	0
Immobilisations Financières	650	223	0	0	873
Immobilisations Corporelles	1 602	60	0	0	1 662
<b>Total Net</b>	<b>5 124</b>	<b>-1 781</b>	<b>-721</b>	<b>0</b>	<b>2 622</b>

### 5.2.6. Note n° 6 : Ventilation des autres actifs et autres passifs

(En milliers d'euros)	ACTIF		PASSIF	
	2024	2023	2024	2023
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres			88	88
Débiteurs ou créditeurs divers	3 644	1 674	3 330	2 661
<b>Total</b>	<b>3 644</b>	<b>1 674</b>	<b>3 419</b>	<b>2 749</b>

Le solde antérieur passif du compte de règlement sont des règlements sur titres sur clients non identifiés

**5.2.7. Note n° 7 : Ventilation des comptes de régularisation**

<i>(En milliers d'euros)</i>	ACTIF		PASSIF	
	2024	2023	2024	2023
Comptes d'encaissement	43	186		
Compte d'ajustement devises	4 847	4 584	5 595	4 887
Produits à recevoir et Charges à payer	111	168	5 835	5 250
Charges et produits constatés d'avance	249	249	497	333
Autres comptes de régularisation	2 394	2 820	1 940	963
<b>Total</b>	<b>7 645</b>	<b>8 006</b>	<b>13 867</b>	<b>11 433</b>

**5.2.8. Note n° 8 : Dettes envers les établissements de crédit**

<i>(En milliers d'euros)</i>	2024			2023		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires créditeurs	1 202		1 202	10 282		10 282
Autres sommes dues	518		518	537		537
<b>Sous-Total</b>	<b>1 720</b>	<b>0</b>	<b>1 720</b>	<b>10 819</b>	<b>0</b>	<b>10 819</b>
Dettes rattachées	1		1	8		8
<b>Total</b>	<b>1 721</b>	<b>-</b>	<b>1 721</b>	<b>10 827</b>	<b>0</b>	<b>10 827</b>

**5.2.9. Note n° 9 : Comptes créditeurs de la clientèle**

<i>(En milliers d'euros)</i>	2024		2023	
	A vue	A terme	Total	Total
Comptes ordinaires de la clientèle	571 766		571 766	521 802
Dépôts de garantie	31 436		31 436	21 094
Comptes créditeurs à terme		40 531	40 531	23 053
Autres sommes dues à la clientèle	21 164		21 164	97 916
<b>Sous-Total</b>	<b>624 366</b>	<b>40 531</b>	<b>664 897</b>	<b>663 864</b>
Dettes rattachées	747	0	747	282
<b>Total</b>	<b>625 113</b>	<b>40 531</b>	<b>665 644</b>	<b>664 146</b>

**5.2.10. Note n° 10 : Dette Subordonnée**

<i>(En milliers d'euros)</i>	2024	2023
Dette subordonnée	10 000	10 000

Les caractéristiques de cette dette sont les suivantes :

Emprunt de 10 M€ dont les fonds ont été réceptionnés en décembre 2022

taux d'intérêt : Euribor 3 mois + 2,40 %

Emprunt à maturité indéterminée

conditions éventuelles d'un remboursement :

- liquidation de la Banque

Autres possibilités, mais pas avant un délai de 5 ans à compter de la réception des fonds :

- si remplacement du prêt par des instruments de fonds propres de qualité égale ou supérieure

- si fonds propres après remboursement dépassent les exigences prévues à l'article 92 §1 du CRR

- si changement de la législation fiscale impactant de manière significative le traitement du prêt

- si changement de classification réglementaire du prêt

**5.2.11. Note n° 11 : FRBG**

Conformément à l'article 3 du règlement CRBF n° 90-02 la banque a comptabilisé une dotation aux Fonds pour Risques Bancaires et Généraux (FRBG) de 850 K€.

<i>(En milliers d'euros)</i>	2024
FRBG	850

**5.2.12. Note n° 12 : Capitaux propres**

(En milliers d'euros)	31/12/2023	Mouvements de l'exercice		31/12/2024
		Augmentation	Diminution	
<b>Capital</b>	<b>25 000</b>			<b>25 000</b>
Nombre d'actions (le capital est entièrement libéré)	1 562 500	0		1 562 500
<b>Réserves</b>	<b>11 312</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>11 312</b>
- Réserve légale	2 500	0		2 500
- Autres réserves	8 812	0	0	8 812
<b>Report à nouveau</b>	<b>6 547</b>	<b>2 042</b>	<b>0</b>	<b>8 589</b>
<b>Total des Capitaux Propres</b>	<b>42 859</b>	<b>2 042</b>	<b>0</b>	<b>44 902</b>
<b>Provisions réglementées &amp; subvent d'invest</b>	<b>0</b>			<b>-</b>
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>2 042</b>	<b>2 354</b>	<b>-2 042</b>	<b>2 354</b>
<b>Total</b>	<b>44 902</b>	<b>4 396</b>	<b>-2 042</b>	<b>47 255</b>

**5.2.13. Note n° 13 : Créances et dettes rattachées**

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>POSTES DE L'ACTIF CONCERNES</b>		
Créances sur les établissements de crédit	1 399	1 367
Créances sur la clientèle	229	182
<b>Total des intérêts et commissions</b>	<b>1 628</b>	<b>1 549</b>
<b>POSTES DU PASSIF CONCERNES</b>		
Dettes sur les établissements de crédit	1	8
Comptes créditeurs de la clientèle	747	282
<b>Total des intérêts</b>	<b>748</b>	<b>290</b>

**5.2.14. Note n° 14 : Opérations avec les parties liées**

(En milliers d'euros)	Dont opérations se rapportant à des entreprises liées (1)
<b>EN BILAN</b>	
Créances sur les établissements de crédit	0
Créances sur la clientèle	0
Dettes envers les établissements de crédit	0
Comptes créditeurs de la clientèle	
Dettes subordonnées	10 000
(non comprises les créances et dettes rattachées)	
<b>EN HORS BILAN</b>	
Engagements de financement donnés	0
Engagements de garantie donnés	0
Autres engagements donnés	0
Engagements de garantie reçus	0

(1) Une entreprise est considérée comme liée à une autre lorsqu'elle est susceptible d'être incluse par intégration globale dans un même ensemble consolidé.

Seules peuvent être intégrées globalement les entreprises à caractère financier dont la société mère a le contrôle exclusif.

**5.2.15. Note n° 15 : Ventilation des créances et des dettes par durée résiduelle**

(En milliers d'euros)	A vue et - 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	A plus de 5 ans	TOTAL 31/12/2024
Créances sur les Etablissements de Crédit	79 142	20 000	45 000		144 142
Créances clientèle	50 571	731	23 011	4 574	78 887
<b>Total Actif</b>	<b>129 713</b>	<b>20 731</b>	<b>68 011</b>	<b>4 574</b>	<b>223 028</b>
Dettes envers les Etablissements de Crédit	1 721				1 721
Comptes créditeurs de la clientèle	607 303	10 811	16 095	31 436	665 645
<b>Total Passif</b>	<b>609 024</b>	<b>10 811</b>	<b>16 095</b>	<b>31 436</b>	<b>667 366</b>

5.2.16. Note n° 16 : Répartition des opérations en devises

(En milliers d'euros)	2024		2023	
	Montants	%	Montants	%
<b>ACTIF</b>				
- Euros	730 078	98 %	740 190	99 %
- Devises	15 713	2 %	6 402	1 %
<b>Total Actif</b>	<b>745 791</b>	<b>100 %</b>	<b>746 592</b>	<b>100 %</b>
<b>PASSIF</b>				
- Euros	730 077	98 %	736 312	99 %
- Devises	15 713	2 %	10 280	1 %
<b>Total Passif</b>	<b>745 791</b>	<b>100 %</b>	<b>746 592</b>	<b>100 %</b>

5.3. INFORMATIONS SUR LE HORS BILAN

5.3.1. Note n° 17 : Ventilation des engagements donnés et reçus

HORS BILAN (En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	47 377	26 672
Engagements de garantie d'ordre d'Ets de Crédit	6 887	635
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	25 110	25 740
Engagements douteux	7 690	7 380
Autres engagements donnés (1)	438	360
<b>Total Engagements Donnés</b>	<b>87 501</b>	<b>60 787</b>
<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>		
Engagements de garantie reçus d'Ets de Crédit (2)	19 246	27 536
Engagements de garantie reçus de la clientèle (3)	96 998	187 125
<b>Total Engagements Reçus</b>	<b>116 243</b>	<b>214 661</b>

(1)  
- Indemnité Fin de Carrière **437,5 K€**  
- prolongation de la couverture de change de **5 M\$** face aux titres d'investissements détenus pour **5 M\$**  
(2) La variation des engagements reçus des établissements de crédit (-6 791 K€) s'explique principalement par :  
une diminution des garanties BPI-PGE de **5 934 K€** : **-3 487 K€** lié à l'amortissement normal des crédits et **-2 447 K€** versements BPI  
une diminution des garanties BPI export de **283 K€**  
Le solde reste composé principalement des garanties reçues de la BPI pour **13,8 M€**, dont **13 M€** au titre des PGE.  
(3) dont garanties reçues des clients douteux de **26 852 K€**

(\*) Engagements donnés – Indemnités de Fin de Carrière

Les hypothèses retenues pour le calcul des Indemnités de Fin de Carrière ont été actualisées en 2024 pour tenir compte des données les plus récentes.

- Taux de rotation :
  - o Fort si + 15 %
- Méthode de calcul : ANC 2021
- Augmentation des salaires : 2 % constant
- Age de départ à la retraite : 67 ans
- Taux de Charges sociales : 45 %
- Taux d'actualisation Iboxx Euro Corporates AA 10+ : 3,38 %
- Base : départ volontaire
- Table de mortalité par génération de 2005 (TGH05 et TGF05) distinguant les hommes et les femmes.
- Convention collective : Banque

Le montant calculé au 31/12/2024 est de 437 511 euros.

## 5.4. INFORMATIONS SUR LE RESULTAT

### 5.4.1. Note n° 18 : Ventilation des intérêts

(En milliers d'euros)	2024			2023		
	Produits	Charges	Solde	Produits	Charges	Solde
Opérations de trésorerie et interbancaires	16 024	-123	15 901	13 137	-165	12 972
Opérations avec la clientèle	5 995	-2 739	3 256	6 044	-1 652	4 393
Opérations sur titres	5 768	-51	5 716	2 275	-14	2 261
<b>Total intérêts</b>	<b>27 786</b>	<b>-2 913</b>	<b>24 873</b>	<b>21 456</b>	<b>-1 830</b>	<b>19 626</b>

### 5.4.2. Note n° 19 : Ventilation des commissions

(En milliers d'euros)	2024			2023		
	Produits	Charges	Solde	Produits	Charges	Solde
Opérations avec les établissements de crédit	276	-54	222	346	-91	255
Opérations avec la clientèle	17 490	-73	17 417	14 004	-50	13 955
Opérations de change	82	-2	80	52		52
Prestations de services pour compte de tiers	2 909	-2 105	804	2 501	-1 737	764
<b>Total commissions</b>	<b>20 757</b>	<b>-2 234</b>	<b>18 524</b>	<b>16 903</b>	<b>-1 878</b>	<b>15 025</b>

### 5.4.3. Note n° 20 : Ventilation des pertes et profits bancaires et non bancaires

(En milliers d'euros)	2024			2023		
	Produits	Charges	Solde	Produits	Charges	Solde
Opérations avec les établissements de crédit			0			0
Opérations avec la clientèle	49	-164	-115	97	-379	-282
Charges refacturées	0		0	0		0
Autres charges & produits non bancaires	296	-300	-4	5	-2	4
Charges pour risques de PNB			0			0
<b>Total</b>	<b>345</b>	<b>-464</b>	<b>-119</b>	<b>102</b>	<b>-381</b>	<b>-279</b>

### 5.4.4. Note n° 21 : Ventilation des charges générales d'exploitation

#### CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Frais de personnel (1)	9 747	8 530
autres charges	14 788	15 255
<b>Total</b>	<b>24 535</b>	<b>23 786</b>
(1) dont salaires (5 693 K€), charges sociales (2 590 K€)		

#### 5.4.5. Note n° 22 : Flux de provisions à l'actif et au passif

Provisions clientèle (hors agios compromis)	Stock au 31/12/23	Charges	Produits		Charges	Produits		Stock au 31/12/24
		Coût Du Risque			PNB			
		Dotations	Reprises	Reprises Utilisée	Dotations	Reprises	Reprises Utilisée	
Provisions inscrites en déduction des éléments d'actifs								
Prov. s/opérations avec la clientèle	14 124	6 228	-675	-4 872	1 203	-252	-153	15 603
Total (I)	14 124	6 228	-675	-4 872	1 203	-252	-153	15 603
Provisions p/risques inscrites au passif								
Prov. s/opérations avec la clientèle	0							0
Autres provisions pour risques	327	90	-73	0	102	-6	-43	397
Prov. s/engagements par signature	1 362	0						1 362
Provisions pour risques contentieux	692							692
Prov. collective sur encours de crédit	0		0					0
Total (II)	2 381	90	-73	0	102	-6	-43	2 451
Pertes sur créances irrécouvrables								
couvertes par des provisions des éléments d'actifs				4 872			153	
couvertes par des provisions inscrites en passif				0			43	
non couvertes par des provisions		72						
Récupérations s/créances amorties								
s/créances avec la clientèle				-56				
Total (III)		72	0	4 816	0	0	195	
Total (I+II+III)		6 389	-748	-56	1 305	-258	0	
Dotations nettes aux provisions			5 586			1 047		
Autres risques opérationnels			5					
TOTAL COUT DU RISQUE			5 591					

#### 5.4.6. Note n° 23 : Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel regroupe l'ensemble des dépenses réalisées en 2024 relatives à l'adaptation de l'environnement informatique antérieur à l'externalisation du core banking system.

#### 5.4.7. Note n° 24 : Ventilation de l'Impôt sur les bénéfices

(En milliers d'euros)	Résultat avant IS	IS	Résultat après IS
Résultat courant	8 595	-2 208	6 387
Résultat exceptionnel	-4 056	1 021	-3 035
Participation	-149	0	-149
Impôt étranger	0	0	0
<b>Résultat comptable</b>	<b>4 390</b>	<b>-1 187</b>	<b>3 203</b>

### 5.5. INFORMATIONS DIVERSES

#### 5.5.1. Actionnariat

FIDUCIAL FINANCIAL SERVICES : détention à 99.99 %

#### 5.5.2. Effectif moyen

	Catégories		
	Cadres	Employés	
Femmes	46,0	27,7	73,7
Hommes	36,1	17,3	53,3
<b>TOTAL</b>	<b>82,0</b>	<b>45,0</b>	<b>127,0</b>

5.5.3. Rémunérations des dirigeants

(En milliers d'euros)	2024	2023
Montant des rémunérations allouées		
Directoire et Conseil de Surveillance	552	396

5.5.4. Rémunérations des commissaires aux comptes

Les honoraires figurant au compte de résultat se décomposent comme suit :

- Cabinet ESCOFFIER : certification des comptes : 40 900 €
- Cabinet CAILLIAU DEBOUIT ET ASSOCIES : certification des comptes : 40 900 €

5.5.5. Renseignements concernant les filiales et participations

Participations détenues à plus de 10 % par la Banque Fiducial : Néant

Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations, Titres immobilisés de l’activité de portefeuille (en valeur brute et nette) : cf note 4.

Affectation du résultat de l'exercice

L’Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir pris connaissance des rapports du Directoire, du Conseil de Surveillance et de ceux des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels,

1°/ approuve la proposition du Conseil de Surveillance et décide d’affecter le bénéfice de l’exercice qui s’élève 2 353 686,18 € de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice.....	2 353 686,18 €
Auquel s'ajoute le compte « report à nouveau créditeur ».....	8 589 204,36 €
Formant un bénéfice distribuable de.....	10 942 890,54 €
Affectation :	
- Au compte « report à nouveau créditeur ».....	10 942 890,54 €

2°/ constate, en outre, conformément aux dispositions de l’article 243 bis du Code Général des Impôts, qu’au titre des trois derniers exercices, aucun dividende n’a été distribué par la société.

Rapport de Gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social à COURBEVOIE (92400) - 41, Rue du Capitaine Guynemer.